

Au moins 101 exécutions en juin ; plus de 370 au cours du premier semestre 2026



Le bâton du Guide suprême

Iran Human Rights (IHRNGO), 6 juillet 2026 – Le recours à la peine de mort en République islamique d'Iran, qui s'était progressivement intensifié après la vague d'exécutions de prisonniers politiques amorcée le 18 mars, s'est encore accéléré à la suite du cessez-le-feu intervenu au début du mois d'avril. Cette escalade a culminé avec **au moins 101 exécutions pour le seul mois de juin**.

Au total, **au moins 370 personnes ont été exécutées au cours du premier semestre 2026**, parmi lesquelles **neuf femmes, onze ressortissants afghans, deux ressortissants irakiens, trente-trois Baloutches, vingt-cinq Kurdes et neuf Arabes**.

L'Iran Human Rights (IHRNGO) alerte sur le risque d'une nouvelle recrudescence des exécutions dans les mois à venir. L'organisation exhorte la communauté internationale à placer la situation des droits humains en Iran, et en particulier la vague actuelle d'exécutions, au cœur de tout dialogue engagé avec les autorités de la République islamique.

Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur de l'organisation, a déclaré :

« Tout accord conclu avec la République islamique par des États attachés au respect des droits humains doit faire de l'instauration d'un moratoire sur la peine de mort une condition essentielle. L'Union européenne et ses partenaires peuvent, et doivent, jouer un rôle déterminant pour mettre un terme aux exécutions en Iran. »

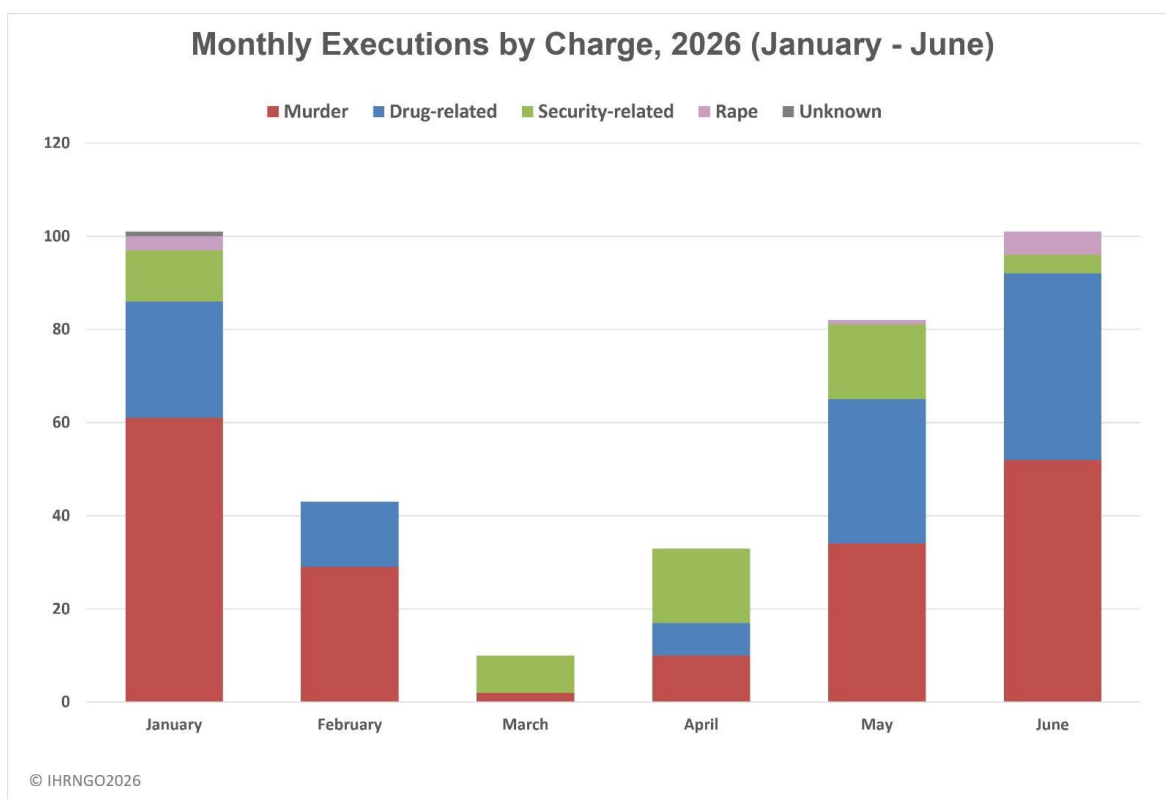
Selon les données vérifiées par l'Iran Human Rights (IHRNGO), la République islamique d'Iran a exécuté **au moins 101 personnes au cours du mois de juin**, portant à **au moins 370 le nombre total d'exécutions recensées durant le premier semestre 2026**.

L'IHRNGO a également reçu des informations faisant état de **plus de 400 exécutions supplémentaires** qui n'ont pas encore pu être vérifiées et ne sont, par conséquent, pas incluses dans ces statistiques. L'organisation précise qu'elle ne comptabilise que les cas

d'exécution suffisamment documentés ou confirmés par au moins deux sources indépendantes.

Aperçu des exécutions de janvier à juin 2026 :

- Au moins 370 personnes ont été exécutées au cours du premier semestre 2026.
- Seules 53 exécutions, soit 14 % du total des exécutions recensées, ont été annoncées par des sources officielles. Les 317 autres exécutions ont été vérifiées par l'Iran Human Rights (IHRNGO) à partir d'au moins deux sources indépendantes.
- 188 des personnes exécutées avaient été condamnées à la peine de mort pour des affaires de meurtre.
- 117 personnes avaient été condamnées à mort pour des infractions liées aux stupéfiants.
- 55 personnes ont été exécutées pour des chefs d'accusation liés à la sécurité nationale. Parmi elles, 18 étaient des manifestants, 13 des prisonniers politiques affiliés à des groupes d'opposition interdits, et 12 des personnes accusées d'espionnage et/ou de collaboration avec des États étrangers. Par ailleurs, 7 personnes avaient été condamnées pour vol à main armée, deux étaient accusées d'affiliation à l'État islamique, tandis que la situation de trois autres personnes demeure inconnue.
- Neuf personnes ont été exécutées pour des accusations de viol.
- Les motifs de condamnation d'une personne exécutée demeurent inconnus.
- Neuf des personnes exécutées étaient des femmes, dont cinq avaient été condamnées pour meurtre et quatre pour des infractions liées aux stupéfiants.
- Parmi les personnes exécutées figuraient 11 ressortissants afghans, 2 ressortissants irakiens, 33 Baloutches, 25 Kurdes et 9 Arabes.



Exécution de prisonniers politiques et de personnes accusées d'espionnage dans l'ombre de la guerre

Moins de trois semaines après le début de la guerre, le 28 février, la République islamique a déclenché une vague d'exécutions de prisonniers politiques d'une ampleur sans précédent depuis trois décennies.

Entre le 18 mars et le 16 juin, les autorités de la République islamique ont annoncé l'exécution de **21 manifestants** — dont **20 en lien avec les manifestations de janvier 2026**, et **un en lien avec le mouvement « Femme, Vie, Liberté »** —, de **13 prisonniers politiques affiliés à des groupes d'opposition interdits**, ainsi que de **10 personnes accusées d'espionnage**. Parmi ces dernières, **huit étaient accusées d'espionnage ou de collaboration avec Israël et/ou les États-Unis**, et **deux avec un pays arabe non identifié**.

Manifestants exécutés dans le cadre des manifestations nationales de janvier 2026 :

Saleh Mohammadi, Saeed Davodi, Mehdi Ghasemi, Amirhossein Hatami, Mohammad Amin Biglari, Shahin Vahedparast Kolor, Ali Fahim, Amir Ali Mir Jafari, Erfan Kiani, Sasan Azadvar, Ebrahim Dolatabadinejad, Mehdi Rasouli, Mohammadreza Miri, Mohammad Abbasi, Abbas Akbari Feizabadi, Ashkan Maleki, Mehrdad Mohammadinia, Fathollah Avari, Javad Zamani et Abolfazl Saedi.

Mehrab Abdollahzadeh, une manifestante kurde du mouvement « Femme, Vie, Liberté », a également été exécutée durant cette période.

Prisonniers politiques exécutés, affiliés à des groupes d'opposition interdits :

Mohammad Taghavi Sangdehi, Akbar Daneshvarkar, Pouya Ghobadi, Babak Alipour, Vahid Baniamerian, Abolhassan Montazer, Nima (Mohammad Masoum) Shahi, Hamed Validi, Soltan Ali Shirzadi Fakhr, Amer Ramesh, Abdoljalil Shahbakhsh, Ramin Zleh et Karim Maroufpour.

Personnes exécutées pour des accusations d'espionnage ou de collaboration :

Kourosh Keyvani, Mehdi Farid, Yaghoub Karimpour, Naser Bakerzadeh, Efan Shakourzadeh, Ehsan Afrashteh, Ali Nader Al-Obeidi, Fazel Sheikh Karim, Mojtaba Kian et Gholamreza Khani Shekarab.

(Texte publié le 6 juillet par IHRNGO, <https://iranhr.net/en/articles/8879/>, et traduit par la rédaction d'*Echo d'Iran*)